

Le blocus nord-américain entrave l'application de l'Agenda 2030



L'Agenda 2030, adopté par l'ONU en septembre 2015, est un plan d'action pour avancer vers la durabilité économique, sociale et environnementale et il a été qualifié d'opportunité historique pour les pays les moins développés.

Cependant, son application totale se heurte à des attitudes et à des actions qui n'ont rien à voir avec un monde plus juste, sans inégalités, sans faim et dans lequel toutes les personnes puissent exercer pleinement leurs droits les plus élémentaires dont le droit à la santé, à l'éducation et à l'eau potable.

C'est le cas du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis font endurer au peuple cubain depuis presque 60 ans, blocus qui entrave le développement de notre pays et la pleine application des Objectifs de Développement Durable.

Prenant la parole à New York au Forum Politique de Haut Niveau de l'ONU sur le Développement Durable, le ministre cubain des Affaires étrangères et des Investissements étrangers, Rodrigo Malmierca, a souligné que malgré le rejet majoritaire, par la communauté internationale et par de vastes secteurs étasuniens, les États-Unis maintiennent le blocus et le renforcent, comme en témoigne, a-t-il ajouté, l'activation du chapitre III de la Loi nord-américaine Helms-Burton qui, de par son caractère extra-territorial cherche à entraver les investissements étrangers de la plus grandes des Antilles et ses relations commerciales avec d'autres pays.

Cependant, Cuba est sérieusement engagée envers l'application de l'Agenda 2030 afin d'avancer dans son développement durable et dans l'élévation du niveau de vie de ses habitants, but qu'elle promeut aussi en sa qualité de présidente tournante de la CEPAL, la Commission Économique de l'ONU pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

C'est ainsi qu'elle déploie des efforts pour appuyer la CEPAL et apporter son aide aux pays les plus vulnérables avec une attention spéciale à la région des Caraïbes car elle considère, de même que cette agence de l'ONU, qu'il ne peut pas y avoir de développement sans égalité tout comme il ne peut pas y avoir d'égalité sans développement.

Sur le plan interne et malgré les obstacles que dresse le siège économique, la plus grande des Antilles avance d'un pas ferme pour atteindre les 17 Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 et ses 169 buts.

La preuve en est que Cuba est le second pays dans le monde avec le taux le plus bas de pauvreté multidimensionnelle et elle occupe la cinquième place parmi les 14 premiers pays ayant réussi à réduire le taux de faim et de malnutrition de façon soutenue durant plusieurs années selon le rapport sur la Politique Alimentaire Mondiale de 2018.

Elle se fait remarquer aussi en raison de son plan d'état pour l'Affrontement au Changement Climatique, appelé « Tâche Vie », qui cherche à réduire les pertes humaines et matérielles que provoquent les événements climatiques extrêmes.

Depuis le triomphe de la Révolution le 1er janvier 1959, Cuba travaille en faveur du bien-être de sa population en lui garantissant l'exercice de ses droits les plus élémentaires, une attitude conforme à l'Agenda 2030 et, avec sa position solidaire, elle contribue modestement à ce que d'autres pays avancent sur cette voie.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/196595-le-blocus-nord-americain-entrave-lapplication-de-lagenda-2030>



Radio Habana Cuba